



Appel de propositions

AM004829

Fourniture d'une solution de télémétrie véhiculaire, du matériel requis, de la connectivité et des accès à une plateforme infonuagique incluant un DCE

Addenda 8

3 février 2023

ADDENDA no.8

Réponses à des questions reçues

Q1 : Par rapport au point 6.4.1 du cahier 20 « Devis fonctionnel et technique » afin de bien planifier l'énoncé des travaux, serait-il possible de connaître la quantité d'unités à fournir pour la preuve de concept (par soumissionnaire admis à cette étape).

R1 : Environ 50 unités représentant tous les cas d'utilisations.

Q2 : En référence à la question et réponse 5 de l'addenda 4, ainsi que l'article 14.1 du cahier à la page 15 où il est précisé que « Il est interdit au fournisseur de communiquer à l'extérieur du Québec des renseignements personnels ou de confier à une personne ou à un organisme à l'extérieur du Québec la tâche de détenir, d'utiliser ou de communiquer pour son compte de tels renseignements confiés par Hydro-Québec ou recueillis par le fournisseur dans le cadre de l'exécution du contrat, avant d'avoir obtenu l'autorisation écrite d'Hydro-Québec. Sous réserve de l'évaluation des mesures de sécurité, Hydro-Québec pourrait, toutefois, autoriser la communication, la détention, l'utilisation ou l'hébergement desdits renseignements au Canada (ou la partie de la Solution impliquant un renseignement personnel). »

Est-ce qu'Hydro-Québec peut confirmer si les sections 1.2.3 du devis fonctionnel et technique ainsi que le cahier 6 du présent appel d'offres signifient que la solution infonuagique peut seulement être hébergée au Québec ou au Canada en respectant les conditions nommées svp. Si notre interprétation est erronée, prière de confirmer si l'hébergement est acceptable à l'extérieur du Canada svp.

R2 : De préférence, hébergement des données dans un centre de données situé au Québec, ou une autre province canadienne.

Les requis pour l'hébergement des données :

Le soumissionnaire doit indiquer les territoires au sein desquels les données seront communiquées, hébergées ou utilisées par le fournisseur et ses sous-traitants (y compris les centres de relève), comme le Québec, d'autres provinces au Canada ou d'autres pays.

Le soumissionnaire et ses sous-traitants doivent pouvoir garantir que les données d'Hydro-Québec ne seront pas hébergées, communiquées ou utilisées dans d'autres territoires.



Le soumissionnaire doit fournir la liste de ses centres de données et indiquer si Hydro-Québec a la possibilité de choisir le lieu d'hébergement.

Q3 : En référence aux points 3.2.2.2, 3.2.3.2, 3.2.4.2, 3.2.5.2 et 3.2.9.3 du cahier 20 « devis fonctionnel et technique, seulement les articles 3.2.2.2, 3.2.3.2, 3.2.4.2 et 3.2.5.2 sont obligatoire et on peut y lire : « dois offrir une couverture (redondante) via un réseau satellite » (requis pour couvrir les zones où il n'y a pas de couverture cellulaire). Toutefois le point 3.2.9.3 qui dicte les données qu'Hydro-Québec souhaite pouvoir transmettre par Satellite n'est pas point obligatoire, mais important. Serait-il possible de confirmer quelle(s) information(s) il faut être en mesure de transmettre vers la solution infonuagique par transmission satellite lorsqu'en dehors de la couverture cellulaire (ex. : coordonnées GPS) pour se conformer aux requis exigés par Hydro-Québec et respecter les exigences obligatoires de couverture.

R3 : Tel que décrit dans le devis fonctionnel et technique, l'exigence 3.2.5.2 est importante et non obligatoire.

La transmission de la géolocalisation vers la plateforme infonuagique est obligatoire via la transmission par satellite. Cependant, pour l'exigence importante 3.2.9.3, le soumissionnaire doit fournir la liste des données qui seront transmises par satellite si celle-ci diffère de la liste fournie par Hydro-Québec (soit la vitesse du véhicule, l'odomètre et les alertes d'accélération ou freinage brusque).

Q4 : En référence à la question-réponse 20 de l'addenda, la question-réponse 44 de l'addenda 5, et la question-réponse de 8 de l'addenda 6, serait-il possible de confirmer quel type d'appareil les Chauffeurs utilisant un véhicule muni d'un DCE utiliseront, est-ce IOS, Android ou les deux.

R4 : Les chauffeurs des véhicules munis d'un DCE utiliseront des appareils mobiles IOS et Android.

Q5 : En référence à la question-réponse 20 de l'addenda, la question-réponse 44 de l'addenda 5, et la question-réponse de 8 de l'addenda 6, serait-il possible de confirmer si pour les Chauffeurs utilisant un véhicule muni d'un DCE il serait acceptable d'utiliser que des appareils Android.

R5 : Les chauffeurs des véhicules munis d'un DCE utiliseront des appareils mobiles IOS et Android.

Q6 : Serait-il possible de confirmer si la ronde de sécurité sera requise sur d'autres véhicules que ceux munis du DCE, dans l'affirmative, lesquels et quelle quantité.

R6 : La ronde de sécurité est requise uniquement sur les véhicules munis d'un DCE.

Q7 : En référence à l'addenda 6 question-réponse 11 : Considérant qu'à l'article 3.2.1 du cahier 20 « devis fonctionnel et technique » Hydro-Québec spécifient qu'elle « sera favorable aux fournisseurs qui vont démontrer le plus de flexibilité à l'usage d'un aiguilleur à bord de ses véhicules », il apparaît important de connaître le plus précisément possible la quantité d'aiguilleurs que la société d'État compte déployer. Serait-il possible d'avoir plus de précision par rapport à la réponse fournie à l'addenda 6 svp, surtout au niveau des quantités, car la réponse sous-entend une variation notable qui peut grandement affecter le résultat de cet appel d'offres.

R7 : Merci de proposer la structure de coûts et les économies d'échelle possible selon la consommation.

Q8 : Lorsque les exigences non obligatoires non couvertes par l'entente-cadre principale seraient remplies via un tiers fournisseur ou via un développement, est-ce qu'Hydro-Québec accepterait, dans les précisions du tableau d'exigences, la mention que des modalités différentes pourraient s'appliquer.

R8 : Si au moment du dépôt de votre soumission, certaines exigences ou fonctionnalités sont remplies grâce à un fournisseur tiers ou à l'aide de développement, vous devez alors remplir l'Énoncé de conformité (document " 16 - AM004829 - Énoncé de conformité.xlsx ») en prenant en considération les modalités imposées par le fournisseur tiers ou par le nouveau développement. Vous pouvez également joindre un contrat ou des modalités additionnelles au besoin et si celles-ci ne sont pas déjà parties des clauses d'Hydro-Québec (les documents d'appel de propositions).

Toutefois, si en cours de contrat, Hydro-Québec demandait l'ajout d'une fonctionnalité non prévue au moment du dépôt de votre soumission (demande de changement ou DDC), les modalités seront alors négociées sous la forme d'avenant au contrat en place.

Fin de l'Addenda 8